

L'avenir des services publics et de leurs personnels
au cœur des enjeux des élections législatives



Avec la “préférence nationale”, l’extrême droite au pouvoir
ferait courir un risque majeur à nos services publics,
à leurs financements, leurs missions, leurs métiers.

**Débattons sur nos lieux de travail,
l’extrême droite ne doit pas
arriver au pouvoir.
MOBILISONS-NOUS !**



**Services publics =
égalité, solidarité, universalité !**



**« Préférence nationale » =
discrimination organisée !**

Les **30 juin** et **7 juillet**,

VOTONS

pour la **Fonction publique** et les **services publics**,

FAISONS FRONT POPULAIRE CONTRE L'EXTRÊME DROITE !

LE PROGRAMME DU RN ET DE SES ALLIÉS :

contre les droits, les garanties de liberté et les revendications sociales

À une semaine du premier tour des législatives, le RN et ses alliés tombent le masque. Ils publient un programme tissé d'intentions malignes, non financées, non finançables en contradiction avec les grands principes et valeurs de notre pays !

Salaires, social : le vernis craque !

La revalorisation des revenus du travail promise par le RN est laissée au bon vouloir des employeurs et a pour contrepartie des baisses de cotisations qui pèseront sur notre système de protection sociale.

Pour les rémunérations des agents publics : RIEN !

La baisse de la couverture sociale est certaine mais l'augmentation des salaires est très hypothétique. Ce qui est sûr, c'est que notre pouvoir d'achat n'augmentera pas, voire diminuera.

Économie : austérité et discriminations !

Nos services publics sont essentiels à la cohésion de notre pays. Ils garantissent l'accès au droit à l'éducation, à la santé, à la culture, au logement... pour toutes et tous et partout. C'est aussi la sécurité : sociale, environnementale, alimentaire, au travail et dans la vie de tous les jours...

Le programme économique du RN, qui prévoit de supprimer nombre de recettes fiscales et sociales, **c'est la cure d'austérité pour les services publics** : suppressions ou non-crétions d'emplois publics, dévalorisation accrues des rémunérations, conditions de travail et accueil du public dégradés...

À l'inverse, pour la FSU, l'urgence est à une réforme fiscale de justice sociale pour renforcer les budgets publics et redistribuer les richesses.

Éducation : priorité au tri social

L'École du RN et de ses alliés, c'est :

- des enseignements recentrés sur des prétendus fondamentaux avec des programmes au service de l'idéologie du RN (roman national en histoire, suppression de l'éducation à la sexualité, etc).
- une assignation scolaire et sociale qui trie les élèves dès l'âge de 11 ans (examens d'entrée en Sixième, etc.). Des mesures d'une violence sociale et symbolique qui tournent le dos à 40 ans de démocratisation scolaire et qui fragiliseront la démocratie.
- une offre de formation soumise aux besoins à court terme des entreprises. Finie l'élévation du niveau des qualifications, le choix de son orientation, la liberté pédagogique...

La finalité de l'École serait réduite à la formation d'une main d'œuvre au plus bas coût possible !

Moins d'élèves à former longtemps = moins d'enseignants ! Cette équation aberrante fonde donc la promesse de revalorisation sur une baisse des effectifs enseignants.

Culture, information, presse : dans le viseur !

Une seule mesure annoncée, la **privatisation de l'audiovisuel public**... Une honte !

La désinformation et la remise en cause de la liberté de la presse pour seul programme.

« Préférence nationale » : toutes et tous perdant · es.

La discrimination ne produit aucun droit pour personne. Le programme du RN et de ses alliés, ce sont des droits sociaux en moins, des droits au travail et de sécurité dans l'emploi réduits, moins de libertés dans la vie citoyenne ou quotidienne...

Au final, c'est la promesse d'une société fracturée et une coercition renforcée... Tout l'inverse de la concorde, du vivre-ensemble et d'une société pacifiée !

Conscient que sa politique est en exacte opposition avec les valeurs fondant notre modèle social déjà écorné par les politiques néolibérales, le RN et ses alliés veulent remettre en cause les droits et le principe d'universalité hérités notamment de la Libération.

MENACES SUR LA FONCTION PUBLIQUE

RN = remise en cause des missions, des droits et garanties statutaires

Le RN considère que les fonctionnaires doivent obéir aveuglément, et que seules les missions dites « régaliennes » doivent bénéficier des protections statutaires. Pour le RN, les personnels n'ont donc pas à exprimer le sens de leurs métiers. Il nie de ce fait leurs expertises professionnelles... Le RN prévoit de s'attaquer à la pleine citoyenneté des personnels de la Fonction publique garantie par le statut général.

Avec le RN, pas de revalorisation des carrières et des rémunérations, pas d'égalité professionnelle.

Pour la FSU, l'urgence est de revaloriser toutes les carrières de la Fonction publique, augmenter les salaires, garantir l'accès à l'emploi titulaire des contractuel·es, redonner de l'attractivité aux métiers de la Fonction publique pour préserver et garantir l'universalité du service public, gage de paix, de concorde et de bien vivre-ensemble !

La Fonction publique, ses métiers, ses personnels et ses missions assurent la cohésion du pays dans l'intérêt général !

Enseignant·es, infirmier·es, bibliothécaires, assistant·es social·es, policier·es, administratif·ves, technicien·nes, ATSEM, etc. Les conditions d'exercice de tous nos métiers sont menacées.

Il est inconcevable de trier les usager·es ! D'exclure celles et ceux que le RN stigmatise.

Une telle politique serait de nature à fracturer la société déjà divisée par les politiques néolibérales, à la rendre plus violente !



Il faut tout mettre en œuvre pour empêcher l'extrême droite d'accéder au pouvoir, parce qu'elle est incompatible avec les principes de protection pour toutes et tous garantis par le service public !

VOTONS LES 30 JUIN ET 7 JUILLET !



FAIRE FRONT POUR BATTRE L'EXTRÊME DROITE !

La situation est d'une gravité inédite : la démocratie est à un point de bascule.

Pour battre l'extrême droite, il faut aussi faire reculer la désespérance sociale dont elle se nourrit. Il faut des mesures de rupture et de progrès social concrètes et immédiates.

Forte de ses revendications et de son engagement à les défendre sans relâche, la FSU considère que le programme porté par le Nouveau Front Populaire est à même d'engager la rupture avec les politiques néolibérales qui alimentent la désespérance sociale.



La FSU constate que le **PROGRAMME DU NOUVEAU FRONT POPULAIRE** commence à répondre à ses revendications :

à l'urgence pour les services publics :

- renforcement de l'école et de sa mission émancipatrice, liberté pédagogique garantie, gratuité totale (cantine, fournitures...), réduction importante des effectifs par classe
- démocratisation de l'accès à l'université par l'abandon de Parcoursup
- sauvetage de l'hôpital public, revalorisation des personnels, réinstallation de médecins dans les déserts médicaux, etc.

à l'amélioration des droits de toutes les salariées :

- réduction du temps de travail, vers les 32 h
- rétablissement des compétences des CHSCT, etc.

au besoin d'une réforme fiscale socialement juste pour redistribuer les richesses :

- une abolition de tous les privilèges fiscaux, notamment les niches fiscales et exonérations dont bénéficient les plus riches...
- meilleure progressivité et suppression des mécanismes d'évitement fiscal (*flat tax...*), etc.

à l'urgence sociale :

- une revalorisation du SMIC (1600 euros nets) et de toutes les rémunérations des agents publics (+10 %)
- blocage des prix sur tous les produits de première nécessité (alimentation, énergie, carburant)
- par l'abrogation de la réforme Macron des retraites et de l'assurance chômage, etc.

à la nécessité de rompre avec l'austérité :

- refus des contraintes austéritaires du pacte budgétaire européen
- promotion d'une politique économique redistribuant mieux les richesses pour permettre l'accès effectif aux droits sociaux, etc.

à l'urgence de reconnaître davantage les droits des femmes et des personnes LGBTQIA+ pour gagner l'égalité entre toutes et tous !

à la nécessité d'engager la bifurcation écologique pour relever le défi de l'urgence climatique et de redéveloppement de la biodiversité !

Parce que le progrès social ne s'est jamais réalisé sans les luttes sociales, la FSU est déterminée à tenir tout son rôle d'organisation syndicale, forte de son inaliénable indépendance syndicale et à se battre pour construire une société de justice et de véritable égalité sociale et de droits, sans distinction de genre, d'origine, de religion réelle ou supposée, pour garantir les droits de toutes et tous, réduire drastiquement les inégalités, améliorer les conditions de vie en redistribuant les richesses, respecter la dignité de toutes et tous, une société écologique et démocratique.

Fidèle à son orientation syndicale d'indépendance vis-à-vis des partis, la FSU sera au rendez-vous pour construire toutes les mobilisations nécessaires à leur satisfaction !

L'URGENCE : BATTRE LE RN ET SES ALLIÉS, CHOISIR LE PROGRÈS SOCIAL !